

# EDITORIAL

JEAN-PIERRE DUBOIS,  
président de la LDH

## Riposter à

L'été 2010 fut, au-delà même de ce qu'annonçait le durcissement sécuritaire après les élections régionales, celui de tous les dérapages.

Prenant prétexte de troubles à Grenoble, dans un quartier populaire, et à Saint-Aignan, au sein d'une communauté de Gens du voyage, Nicolas Sarkozy a lancé fin juillet ce qu'il a qualifié de «*guerre nationale*», l'outrance verbale illustrant l'accentuation brutale de la rupture avec les principes républicains de conciliation entre libertés individuelles et maintien de l'ordre public. Alors qu'aucun Rom n'avait été impliqué dans les troubles, ni à Grenoble ni à Saint-Aignan, le discours du 30 juillet a désigné cette communauté comme fauteuse de troubles, réactivant à dessein de vieux préjugés que les comparses ministériels furent chargés d'exciter, chacun à leur manière. En même temps, l'«omniprésident» ordonnait de remettre en cause la nationalité des «*Français d'origine étrangère*» qui auraient commis certains crimes de droit commun (les «*Français de papier*» devant être punis deux fois là où les «*Français de souche*» ne le seraient qu'une), de subordonner l'acquisition de la nationalité française à 18 ans par les enfants nés en France de parents étrangers à la production d'un extrait de casier judiciaire vierge (instaurant une «présumption de racaille» pour des dizaines de milliers de jeunes «*Auvergnats*», comme dirait le ministre de l'Intérieur, condamné pour injure raciste, mais toujours en fonctions). Et tout le discours présidentiel était construit autour du lien,

martelé, entre immigration et délinquance, assumant avec une clarté inédite la reprise du programme de Jean-Marie Le Pen. S'étonnera-t-on, après cela, d'avoir entendu un député proposer que les parents soient condamnés pénalement à la place de leurs enfants si ceux-ci commettaient une infraction, puis le ministre «identitaire» demander que l'on expulse prioritairement les mendians parmi les Roms, cependant que son collègue de l'Industrie (!) osait cette formule sidérante: «*Français ou voyou, il faut choisir.*» L'opération de commando décidée par un petit groupe autour de Nicolas Sarkozy, hors de tout débat parlementaire et de toute délibération gouvernementale, a fait basculer en quelques jours le climat politique et moral du pays, libérant une parole xénophobe et raciste légitimée au sommet de l'Etat. Nous avons réagi en réunissant cent dix organisations associatives, syndicales et politiques, autour d'un «Appel citoyen», signé par plus de soixante mille personnes et, le 4 septembre, jour anniversaire de la République, nous étions plus de cent cinquante mille dans la rue, dans cent quarante cortèges à travers toute la France. Si nous allons poursuivre cette réponse citoyenne forte et résolue, c'est qu'au-delà du haut-le-cœur qu'inspire ce ragoût malodorant, il ne faut pas se tromper d'analyse.

Le virage de juillet 2010, s'il relève d'un affolement devant l'impopularité du monarque rattrapé par le contraste entre ses rodomontades et les résultats de son action, n'est pas réductible à une diversion visant



Il y a mise en forme démagogique d'un projet de fragmentation sociale, d'une stratégie de la division, de la tension et du passage en force. C'est vrai pour les libertés, c'est vrai pour les droits.

# L'intolérable

à faire oublier l'attaque contre les retraites, le bouclier fiscal et la solidarité si attentive entre les familles Woerth et Bettencourt. Au-delà de la tactique, il y a un choix de fond, décisif et durable : celui d'aller jusqu'au bout de la réponse populiste à la crise, à la manière de la Ligue du Nord italienne (qui a d'ailleurs crié au plagiat par la voix d'un de ses principaux dirigeants, ministre italien de l'Intérieur).

## Une aggravation des dégâts démocratiques

Il y a la mise en forme démagogique d'un projet de fragmentation sociale, d'une stratégie de la division, de la tension et du passage en force. C'est vrai pour les libertés, avec le rouleau compresseur de la loi « Loppsi 2 », voiture-balai du tout-[in]sécuritaire, mais aussi avec le projet de loi sur les « soins sécuritaires », enrôlant la psychiatrie dans le contrôle social exacerbé. Ce l'est autant pour les droits sociaux, entre réforme injuste des retraites et casse accélérée des services publics et des outils (notamment associatifs) des solidarités quotidiennes. Ce l'est enfin des fondements de la société démocratique, avec la remise en cause de l'égalité en droits quelles que soient les origines, avec l'ethnicisation du politique, avec les atteintes à la séparation des pouvoirs et à l'indépendance des contre-pouvoirs (médias, Autorités indépendantes).

La rencontre d'un régime dont la dérive présidentialiste n'est pas récente, d'une personnalité avide de coups de menton et de verbalisme frénétique, et d'une crise qui secoue l'ensemble de la société, y compris dans

ses expressions politiques et citoyennes produit aujourd'hui une situation dont les dangers n'échappent à personne, ni en France ni à l'étranger. Les critiques et les condamnations les plus sévères s'accumulent, jusqu'au Parlement européen et à la Commission européenne, dont les orientations politiques ne sont pourtant pas radicalement opposées à celles de la majorité actuellement au pouvoir en France.

Cette aggravation des dégâts démocratiques du « sarkozysme » confirme la justesse de notre décision de lancer, en 2009, la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits ». Celle-ci a débouché le 20 septembre 2010 sur le « Pacte citoyen pour les droits », réunissant autour de la Ligue des droits de l'Homme plus de trente-cinq organisations associatives et syndicales, afin de poser sans relâche, jusqu'aux échéances majeures de 2012, la question des indispensables alternatives à la régression des droits et de la vie démocratique. C'est-à-dire de la réouverture d'un chemin vers plus de liberté, d'égalité, de solidarité et de citoyenneté partagée. La LDH est désormais au cœur d'une dynamique passant de la critique à la proposition, de la défensive à l'espoir. Rien n'est gagné d'avance, mais le renforcement de nos rangs et l'investissement de toutes nos forces militantes dans cette quête d'un renouveau citoyen sont un défi que nous allons relever avec détermination. C'est le moment ou jamais, c'est notre raison d'être, et c'est de cela que la République a besoin.